

Afghanistan : le jeu risqué du Qatar

1 Septembre 2021 par René Backmann

Depuis une dizaine d'années, le richissime émirat gazier, à la recherche de reconnaissance et de légitimité internationales, est devenu l'intermédiaire incontournable des talibans dans leurs négociations diplomatiques. Avec l'entrée des rebelles à Kaboul et l'instauration de leur régime à l'ensemble de l'Afghanistan, les Qataris ont-ils gagné ou perdu leur pari ?

1 Septembre 2021 par René Backmann

Comme on pouvait le prévoir, la proposition française d'instaurer autour de l'aéroport de Kaboul une « zone sécurisée » ne figure pas dans le texte de la résolution adoptée lundi par le Conseil de sécurité de l'ONU. Très « *léger* », selon un diplomate qui a assisté au vote, le document se contente de rappeler les « *engagements* » des talibans en faveur d'un départ « *sûr et ordonné* » des Afghans qui souhaiteraient quitter leur pays. Il réaffirme « *l'importance du respect des droits humains, y compris ceux des femmes, des enfants et des minorités* » et demande que le territoire afghan ne soit pas utilisé pour « *menacer ou attaquer* » d'autres pays ni pour abriter des « *terroristes* ».

Au moment, ou presque, où cette résolution était votée, à Kaboul, le général Chris Donahue, commandant de la 82^e division aéroportée et dernier soldat à quitter le sol afghan, embarquait à bord d'un avion-cargo C-17 de US Air Force, scellant sans gloire ni paix, dans une atmosphère d'improvisation et de débâcle,

20 ans d'intervention militaire américaine. Avant le décollage de leurs cinq derniers C-17, les militaires américains avaient détruit plusieurs avions, des blindés, des batteries de missiles et de stocks d'armes et de munitions pour éviter leur récupération par les talibans.



12 août 2021. Le chef de la délégation des talibans Abdul Salam Hanafi (à droite), accompagné de responsables talibans dans le hall d'un hôtel lors des pourparlers à Doha, la capitale du Qatar. © Karim Jaafar / AFP

Quelques jours plus tôt, c'étaient les diplomates américains à Kaboul qui avaient détruit des dossiers et des documents de l'ambassade avant de transférer ses activités à Doha, au Qatar, apparemment disposé à demeurer le principal point de contact entre les talibans, nouveaux

maîtres de l'Afghanistan, et le reste du monde. C'est d'ailleurs à Doha qu'une délégation diplomatique française conduite par François Richier, ambassadeur de France à Kaboul de 2016 à 2018, a rencontré la semaine dernière une délégation afghane dirigée par Shir Abbas Stanikzai, directeur adjoint du bureau politique des talibans.

Au cours de son interview de dimanche dernier sur TF1, en direct depuis Bagdad, Emmanuel Macron a relevé cet engagement diplomatique de l'émirat en soulignant « *le rôle tout particulier joué par le Qatar depuis plusieurs mois* » dans « *le dialogue initié avec les talibans* ». Ce qui était à la fois vrai et faux. Car le Qatar a joué en effet un « *rôle tout particulier* » dans « *le dialogue initié avec les talibans* ». Mais ce n'est pas seulement depuis « *plusieurs mois* ». Voilà en réalité des années – une bonne dizaine d'années en fait – que l'Émirat gazier joue un rôle majeur dans la diplomatie des talibans.

Le Quai d'Orsay aurait-il négligé d'en informer l'Élysée ? Peu vraisemblable. La direction Afrique du nord-Moyen Orient (ANMO) du ministère des affaires étrangères en charge de cette région du monde suit attentivement le développement de l'activité internationale du Qatar, lié à la France par de solides relations politiques, économiques, culturelles et militaires. Partenaire de Paris dans la lutte antiterroriste, l'émirat a en outre acheté à la France 36 avions de combat multirôles Rafale, fabriqués par Dassault. Et les ambassadeurs

français en poste à Doha ces dernières années sont tous des diplomates aguerris à qui l'importance des liens noués entre le Qatar et les talibans n'a pas pu échapper.

Le Qatar a offert au mouvement afghan une "adresse diplomatique" officielle qui a grandement facilité les contacts avec les émissaires américains

Lakhdar Brahimi, ancien ministre des affaires étrangères algérien

Habitué à une lecture rapide, parfois superficielle, des documents qui lui sont transmis, Emmanuel Macron, que certains diplomates à New York accusent d'avoir imprudemment survendu le projet de « zone sécurisée » à Kaboul, aurait-il dans ce cas sous-estimé l'ancienneté et la nature des relations qatari-talibanes dont l'actualité souligne désormais chaque jour l'importance ?

Légèreté regrettable. D'autant que ces relations ont joué un rôle majeur dans l'évolution de la crise afghane, comme en témoigne un acteur central de ce dossier, l'ancien ministre des affaires étrangères algérien, Lakhdar Brahimi, qui fut le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Afghanistan de 2001 à 2005.

« En acceptant en 2013 l'ouverture à Doha d'un bureau de représentation politique des talibans, avec le feu vert – et peut-être même à la suggestion – des États-Unis, le Qatar a offert au mouvement afghan une "adresse diplomatique" »

officielle qui a grandement facilité les contacts avec les émissaires américains, puis l'ouverture de négociations avec le régime de Kaboul, explique le diplomate algérien. Les Américains qui entendaient expédier au Qatar les responsables talibans libérés de Guantanamo pour s'en débarrasser sans les perdre complètement de vue ont même accepté que la représentation de Doha soit désignée "bureau de l'Émirat islamique d'Afghanistan". Le président afghan Hamid Karzai, qui aurait par ailleurs préféré que ce bureau soit ouvert en Arabie saoudite ou en Turquie, a eu du mal à l'accepter mais il n'avait pas grand-chose à refuser à Washington. C'est ainsi que le bureau de Doha est devenu un instrument capital des échanges diplomatiques entre Washington et les talibans. Surtout lorsque l'administration Trump a amorcé sa stratégie de négociation d'un retrait des troupes d'Afghanistan. Et a voulu rencontrer des interlocuteurs crédibles parmi l'opposition armée. »

En contrepartie de cet investissement diplomatique et de l'aide, notamment logistique et financière, fournie aux talibans, Doha espérait changer son image de colosse économique mais de nain stratégique et s'imposer en médiateur des crises régionales.

Accusés d'être des alliés cachés de l'Iran, de soutenir les Frères musulmans dans les pays où les peuples en colère aspiraient à une transition démocratique, tenus parfois pour des sponsors du terrorisme ou des investisseurs tous azimuts prêts à déstabiliser leurs voisins grâce à leurs pétrodollars, les dirigeants de l'Émirat

espéraient affronter leurs détracteurs et convaincre les États-Unis comme les Européens de leur aptitude à agir sur la scène internationale. Ils entendaient aussi se présenter en promoteurs de la paix, du droit international et du multilatéralisme. Et tenter de faire oublier leurs engagements ou leurs positions discutables. Qui ne manquent pas.

« C'était un peu la fable de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf, ironise un diplomate arabe. Mais avec tout l'argent dont ils disposent, les Qataris estimaient avoir les moyens de s'asseoir, au moins de temps en temps, à la table des grandes puissances. Il faut reconnaître que cela ne leur a pas si mal réussi jusqu'à présent. »

Lorsqu'en 2017 éclate la « crise du Golfe » qui se traduit par la rupture des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite, les Émirats, leurs alliés ou obligés et le Qatar, devenu tout à coup un État paria, mis en quarantaine par ses voisins, Doha s'empresse de mettre ses bons offices à la disposition de l'administration Trump, alliée de Riyad et d'Abu Dhabi mais à la recherche d'une solution pour sortir du piège afghan et rapatrier ce qu'il reste du corps expéditionnaire américain déployé depuis l'invasion de 2001. Qui sait s'ils n'attendent pas, en retour un discret coup de pouce de Trump, ami de MBS et MBZ (le Saoudien Mohammed Ben Salman et l'Emirati Mohammed Ben Zayed) pour atténuer les sanctions qui frappent l'économie du Qatar.

Démoralisées, les forces afghanes pourtant formées et équipées par les États-Unis, s'effondrent livrant armes et véhicules aux talibans.

Habiles négociateurs, forts, il est vrai, de la puissance que leur donnent les énormes revenus de leurs exportations de gaz, les diplomates qataris parviennent même à convaincre leurs hôtes talibans de la neutralité de l'émirat qui abrite pourtant à El Udeid la plus grande base militaire américaine de la région.

Alternant les phases de négociations entre talibans et représentants du régime de Kaboul, puis entre talibans et Américains, le tout tandis que les combats se poursuivent sur le terrain où les talibans progressent de semaine en semaine, le processus de sortie du conflit semble s'enliser. Il débouche pourtant, en février 2020, à Doha, sur un accord prévoyant un calendrier de retrait américain, des garanties de sécurité des talibans et l'ouverture d'un dialogue inter-afghan.

Pour l'émir du Qatar Tamim Ben Hamad Al Thani et son ministre des affaires étrangères Mohamed Al-Thani, c'est un succès diplomatique réel. Mais leur souhait de voir se mettre en place un transfert politique du pouvoir en Afghanistan va rapidement buter sur une réalité incontournable. Militairement, les talibans soutenus désormais par la Chine et la Russie, progressent partout. Démoralisées, les forces afghanes pourtant formées et équipées par les États-Unis, s'effondrent livrant armes et véhicules aux talibans. Dans les provinces, les ralliements de notables aux combattants victorieux se multiplient. À l'arrivée de Joe Biden au pouvoir en janvier 2021, il apparaît évident que l'armée

afghane, qui devait « *tenir plus d'un an face aux talibans* », ne tiendra peut-être pas six mois.

LIRE AUSSI

- [Pandjchir : le mythe Massoud dans la vallée](#) PAR [JEAN-PIERRE PERRIN](#)
- [Qui est aujourd'hui le chef des talibans ?](#) PAR [JEAN-PIERRE PERRIN](#)

Deux mois plus tard, le nouveau président américain doit admettre que la date de retrait prévue par l'accord de Doha – le 1^{er} mai – ne pourra pas être respectée.

Région par région, l'avancée des talibans vers Kaboul est inéluctable. Une nouvelle date – impérative – est fixée par la Maison Blanche : la fin de l'été, avant le 20^e anniversaire des attentats du 11-Septembre. Cette fois, même les interventions des dirigeants qataris auprès des talibans sont vaines. D'autant que les combattants afghans ont mesuré l'incroyable degré d'impréparation des États-Unis qui, au fond, ne semblaient pas croire à une victoire militaire rapide des talibans et à une évacuation précipitée. Erreur fatale. Et premier échec spectaculaire pour Joe Biden. Mais bilan mitigé pour le Qatar.

« Les Qataris, dans cette affaire ne s'en sortent pas si mal, analyse un familier du dossier. Évidemment, si les talibans se révèlent aussi intolérants, brutaux et cruels que lors de leur premier passage au pouvoir, entre 1996 et 2001, s'ils sont incapables d'affronter les groupes djihadistes ou recommencent à les

héberger, bref s'ils n'ont pas changé, Doha paiera d'un prix politique très élevé le fait de les avoir aidés. On n'oubliera pas, alors, que c'est à bord d'un avion de l'armée de l'air du Qatar que le mollah Abdul Ghani Baradar, ancien adjoint du mollah Omar et numéro 2 du régime taliban, est rentré à Kaboul. Cependant, s'ils gagnent leur pari, s'ils aident les talibans à devenir l'Arabie saoudite d'hier, c'est-à-dire un régime guidé par la charia, ultra-conservateur et intégriste sur le plan religieux et sociétal mais ouvert au commerce international, qui leur jettera la pierre ? Certainement pas les alliés et partenaires diplomatiques actuels de Riyad. D'autant qu'ils pourront se prévaloir d'avoir sorti un pays de vingt ans de guerre en respectant le droit international, en permettant aux ennemis de s'asseoir autour de la même table. Le tout en revenant au multilatéralisme dont Trump voulait débarrasser la planète. C'est un pari risqué, c'est vrai. Mais qui a proposé une autre option ? »